

50 000 nouveaux cas de cancer et 20 000 décès en une année

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4997 - Mardi 4 février 2020 - Prix : 10 DA

Coronavirus

Retour de l'avion rapatriant des Algériens, Tunisiens, Libyens et Mauritanien

Depuis la 6^e RM, Saïd Chanegriha rassure

«L'instabilité de notre voisinage ne représentera aucun danger pour l'Algérie»

La Turquie envahira-t-elle une deuxième fois la Syrie ?

Par Mohamed Habili

Si sur la scène syrienne il n'y avait que les Turcs et les Syriens, ceux-ci sous les deux espèces de loyalistes et de rebelles, ces derniers étant en fait à la solde des Turcs, la guerre entre eux serait aujourd'hui inévitable. Damas aurait d'ailleurs pour cela la meilleure des raisons, puisque la Turquie non seulement occupe déjà son pays, mais ne demanderait pas mieux que d'en occuper un deuxième morceau. La partie dont elle s'est déjà emparée, soi-disant pour en faire une zone de sécurité au seul profit des populations syriennes ayant fui les combats et se trouvant chez elle, est située au nord mais à l'est de l'Euphrate. Celle dont elle veut s'assurer se situe elle aussi au nord, à ses frontières sud, mais à la différence de la première, elle est à l'ouest de l'Euphrate. Le fait est qu'elle ne cache plus son intention d'envahir le nord-ouest de la Syrie, quelques mois seulement après avoir conquis une bande de terre profonde de plusieurs dizaines de kilomètres à l'est de l'Euphrate. Mieux encore, cette guerre n'est plus seulement une possibilité, mais depuis quelques heures une sorte de réalité, l'armée syrienne ayant attaqué un poste turc dans les alentours d'Idleb (le dernier bastion de la rébellion, réduite désormais à sa seule composante djihadiste), faisant par la même occasion des morts et des blessés, ce que selon toute vraisemblance les Turcs ne laisseraient pas sans réponse.

Suite en page 3

Abdelmadjid Tebboune préside une réunion du Conseil des ministres

Eloigner la politique de l'école algérienne



Ph/D. R.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé hier une réunion du Conseil des ministres. Dans son allocution d'orientation, le Président Tebboune a notamment mis l'accent sur l'éloignement de la politique à l'égard de l'école algérienne.

Malgré les appels de la Coordination

Les enseignants du primaire abandonnent leur mouvement de grève

Festival international du monodrame féminin

De grands artistes au rendez-vous

Journée mondiale du cancer/Selon le P^r Bouzid

50 000 nouveaux cas de cancer et 20 000 décès en une année

■ En dépit de la mise en œuvre du Plan national de lutte et de prévention contre le cancer, la prise en charge des malades atteints de cette maladie demeure encore loin, très loin des attentes de ces derniers dont le calvaire au quotidien vient aggraver leur situation psychologique et à plus forte raison l'évolution de la maladie. En 2019, 50 000 nouveaux cas de cancer ont été enregistrés et 20 000 décès déplorés. C'est dire l'ampleur des ravages de cette sournoise et pernicieuse pathologie.

Par Lynda Naili

Pour le Professeur Kamel Bouzid, chef de service d'oncologie au Centre Pierre et Marie Curie (CPMC) et président de la Société algérienne d'oncologie médicale, vient une fois de plus jeter un pavé dans la mare sur les ondes de la Chaîne 1 de la Radio nationale, en dénonçant la persistance du manque de médicaments destinés aux traitements d'immunothérapie et à d'autres thérapeutiques, telles que les thérapies ciblées. Selon lui, il s'agit en tout et pour tout d'une vingtaine de médicaments, enregistrés depuis janvier 2018 par le ministère de la Santé, et qui pourtant n'ont toujours pas été achetés «faute de budget». Pour l'oncologue, il s'agit là d'une excuse injustifiée et inacceptable», lorsqu'on sait, appuiera-t-il, que «la Caisse nationale de sécurité sociale entre 2015 et 2019 a financé, via des conventions, ses pareils français et suisse à hauteur de 30 millions d'euros annuellement, ce qui au total représente 150 millions d'euros. Un montant colossal dont auraient pu bénéficier les hôpitaux algériens, publics et privés, pour l'acquisition des médicaments nécessaires afin de les mettre à la disposition des malades».

Enfonçant le clou pour décrire la tragédie que vivent au quotidien les cancéreux, il affirmera que le manque de médicaments pousse les malades, les plus nantis d'entre eux, à se procurer leurs traitements depuis la France, la Turquie ou le Maroc, à des sommes astronomiques égalant six mille euros l'unité, sachant que pour son traitement, le cancéreux a besoin de douze



Professeur Bouzid

unités, ce qui revient au final à 100 000 euros par malade. Quant aux malades à moyen ou à faible revenu, ils resteront là, livrés à eux-mêmes, à se débattre avec les douleurs atroces de la maladie tout en attendant la mort. De ce fait, faisant part de 50 000 nouveaux cas de cancer enregistrés et de 20 000 décès déplorés en 2019, le Professeur Kamel Bouzid relèvera la prévalence de 12 000 cas nouveaux de cancer du sein, qu'il placera au premier rang des cancers chez les femmes après celui du côlon, qui lui domine depuis 2015 chez les hommes après le cancer du poumon. Malheureusement, regrettera-t-il,

le cancer n'épargnera pas les enfants puisque 1 500 nouveaux cas ont été recensés auprès de cette catégorie, particulièrement chez les enfants de moins de 16 ans. Comme pour mieux noircir un tableau d'ores et déjà lugubre, l'oncologue, en matière de prévisions, indiquera que selon les registres du cancer relevant de l'Institut national de la santé publique (INSP), il est attendu l'enregistrement de 60 000 nouveaux cas annuellement d'ici à 2025, alors qu'environ 70 000 cas sont prévisibles à l'horizon 2030. Néanmoins, l'invité de la Chaîne 1 osera un regain d'espoir par rapport à la prise en charge des malades atteints de

cancer, notamment grâce aux dispositions portées par le Plan national de lutte et de prévention contre le cancer 2015-2019, où le nombre des centres de radiothérapie ont été relevés à cinquante établissements répartis à travers le pays, ainsi que l'ouverture de nouveaux centres anti-cancer (CAC) à Adrar, El Oued, Tlemcen, Sétif, Sidi Bel-Abbès, Batna, Annaba et à Drâa Benkhada (Tizi-ouzou). Ces CAC viendront conforter les sept autres existants jusqu'en 2011. A ces structures médicales, le Professeur Kamel Bouzid se réjouira aussi de l'ouverture des centres de chirurgies complexes et de greffes d'organes tels que

celle du foie à Alger, Tizi Ouzou, Blida, Oran et Batna. Evoquant le deuxième Plan national de lutte et de prévention contre le cancer 2020-2024, le chef de service d'oncologie au CPMC fera part d'une révision et d'une réévaluation du précédent en vue de réduire le nombre de cas et de décès. Selon lui, le nouveau texte est à 30 % de son état d'avancement.

Les associations à la rescousse des malades

Face à la pénurie de certains médicaments dans les hôpitaux et à la cherté des soins, les cancéreux sont contraints, faute de moyens, de se tourner vers des associations ou des bienfaiteurs pour se les procurer dans un parcours du combattant qui ajoute à leurs souffrances, ont révélé plusieurs associations qui ont indiqué qu'elles étaient très sollicitées par les cancéreux les plus modestes venant des différentes régions du pays qui n'arrivent pas à faire face à toutes les dépenses induites par leur maladie. En effet, en 2019, ces associations ont aidé plus de 5 800 cancéreux pour la prise de rendez-vous pour les analyses, l'imagerie médicale (scanner et IRM) et la fourniture de certains médicaments. Force est de constater qu'en fin de compte ces associations ont tout bonnement remplacé les institutions de l'Etat concernées dans la prise en charge médicale des citoyens à faible revenu, et ce, grâce aux actions de bienfaiteurs, propriétaires de laboratoires et des centres d'imagerie qui aident les malades à faire leurs analyses à moindre coût, voire même gratuitement. L. N.

La crise peut s'aggraver dans les jours à venir

La filière électronique et électroménager en danger

La filière électronique et électroménagère est dans une situation très difficile. De l'avis de l'analyste et professeur d'économie, Mohamed Cherif Benmihoub, l'origine de la crise qui affecte ces deux filières n'est pas récente, mais, cette situation est due aux «années de mauvaise gestion et d'absence de stratégie industrielle». La situation urgente et alarmante pour l'activité d'industrie électronique et électroménagère. Les deux filières sont ainsi touchées de plein fouet par les restrictions appliquées sur l'importation des intrants. Ainsi, l'importation qui a été bloquée par le gouvernement a porté un coup dur à cette industrie. Mais, selon l'analyste Mohamed Cherif Benmihoub, la crise qui affecte les deux filières n'a pas uniquement pour origine, les dernières restrictions sur les importations, mais bien au contraire, le déclin

était prévisible. Invité de la rédaction de la Radio Chaîne III, M. Benmihoub explique que si les effets de cette «crise» apparaissent maintenant, cette situation est prévue depuis au moins 2014.

«Depuis 2014, la situation a commencé à se dégrader, seulement on n'avait pas pris des dispositions pour stopper la crise», déplore-t-il.

Pire encore, la situation n'est pas prête de connaître une amélioration. L'invité de la rédaction met à cet effet en garde sur le risque d'aggravation de la crise dans les jours à venir. L'analyste et professeur d'économie, Mohamed Cherif Benmihoub, n'y est pas allé avec le dos de la cuillère pour critiquer les mesures du gouvernement qui a décidé de réduire les dépenses des devises par la restriction des importations. Selon lui, la note de l'ABEF, est une mesure de «la petite

semaine» et une décision «irréfléchie». Auparavant, le forum des chefs d'entreprises (FCE) tire la sonnette d'alarme sur le sort de nombreuses entreprises, fleurons de l'économie nationale dans un passé récent et qui risquent de mettre la clé sous le paillason sous peu si des mesures ne sont pas prises. Le Forum constate avec inquiétude la dégradation de la situation des entreprises nationales publiques et privées et exprime sa préoccupation quant à l'avenir de leur situation et de celle de leurs employés. La dégradation s'est accentuée au cours des derniers jours selon les déclarations des entreprises, à l'instar de Eniem, Condor, Iris, Sacomi-Thomson, Bya Electronics, Brandt, Starlight, Géant, etc... En effet, au moins deux fleurons de l'industrie électronique et de l'électroménager, en l'occurrence Condor et Eniem, ont annoncé la

libération de plusieurs milliers de travailleurs et la préparation de plans sociaux pour mettre d'autres travailleurs au chômage technique.

Pour remédier à cette situation, le FCE appelle à la suspension de la note de l'ABEF et la libération des autorisations d'importation des kits CKD/SKD. Et cela en attendant la mise en place d'un nouveau dispositif pertinent, mieux réfléchi, adapté à la situation de chaque activité et incitatif de manière différenciée en fonction des efforts de chaque entreprise dans le progrès d'amélioration du taux d'intégration.

Ce sont les premières conséquences de la décision du gouvernement de suspendre les importations des kits SKD-CKD. D'autres entreprises vont connaître, ou connaissent déjà la même situation.

Louiza Ait Ramdane

Abdelmadjid Tebboune préside une réunion du Conseil des ministres

Eloigner la politique de l'école algérienne

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé hier une réunion du Conseil des ministres. Dans son allocution d'orientation, le Président Tebboune a notamment mis l'accent sur l'éloignement de la politique à l'égard de l'école algérienne.

Par Nassim S.

Sur ce sujet, il a insisté sur l'interdiction au sein des établissements scolaires de toute réunion autre que pédagogique et a mis l'accent sur l'introduction de la l'informatique dès le palier du primaire. Toujours sur le système éducatif, il a tenu à rappeler qu'il est du devoir de toutes les écoles d'ouvrir les cantines et d'y servir des repas chauds. En outre, il a donné instruction pour l'instauration d'un baccalauréat technique portant sur la production culturelle en général et cinématographique en particulier. Le dialogue avec les syndicats a été un autre axe abordé par le Président pour la résolution des problèmes socio-professionnels des travailleurs.

Comme il en a déjà manifesté son attachement en d'autres occasions, le Président Tebboune a insisté sur le sort des zones enclavées et s'est montré très ferme dans ses directives tant aux ministres qu'aux autorités locales pour fournir la population de ces zones en eau, électricité et en routes praticables. Il dira à ce propos qu'il refuse l'existence de citoyens de premier, second et troisième rang. Dans ce même souci d'égalité territoriale, il a instruit pour que soit organisée une importante réunion entre ministres et walis à la mi-février.

Les jeunes et la jeunesse ont



PH: D. R.

figuré parmi les secteurs pour lesquelles le Président Tebboune a marqué son intérêt et ce, en annonçant la création d'un fond financier de soutien aux projets de jeunes. D'autre part ; marquant ainsi sa parfaite connaissance de la réalité du pays profond, il a donné instruction pour que les maisons de jeunes soient ouvertes en permanence et pas seulement avec des horaires administratifs.

Par ailleurs, le Président de la République a donné des directives fermes pour un dispositif

de prévention rigoureux aux frontières afin de protéger la population algérienne contre le fléau sanitaire du coronavirus.

Pour rappel, l'ordre du jour de la réunion du Conseil des ministres a porté sur l'examen de dossiers relatifs aux secteurs de l'Education nationale, de la Formation et de l'Enseignement professionnels et de la micro entreprise, des startup et de l'économie de la connaissance.

Il devait être également question de l'examen de la problématique de la sécurité routiè-

re et de l'adoption d'un plan d'urgence pour la relance du développement local dans les régions montagneuses, les Hauts Plateaux, le

Sud et les régions périphériques des grandes villes, notamment en matière d'alimentation en eau potable (AEP), d'approvisionnement en électricité, de raccordement au gaz, de structures scolaires et de transport. Le plan d'urgence porte également sur la mise en place de mécanismes de solidarité de proximité. **N. S.**

Depuis la 6^e RM, Saïd Chanegriha rassure «L'instabilité de notre voisinage ne représentera aucun danger pour l'Algérie»

En visite de travail et d'inspection à la 6^e Région militaire à Tamanrasset, le général-major, Saïd Chanegriha a relevé que «ce qui se passe dans notre voisinage géographique global, en termes d'événements accélérés, constitue un motif essentiel pour faire preuve davantage de veille et de vigilance». Pour lui, «le phénomène d'instabilité que vit notre voisinage proche et lointain, ne représentera aucun danger sur notre territoire national, car la terre d'Algérie demeurera à jamais préservée, grâce à ses enfants mobilisés sur chaque parcelle de son territoire. Soyez, donc, au niveau de la 6^e Région militaire comme vous l'avez toujours été, à la hauteur de la confiance placée en vous par votre pays, votre peuple et votre Armée». Le général-major Chanegriha a affirmé que «nous avons la ferme détermination à poursuivre la consolidation des potentiels du Corps de bataille de l'Armée nationale populaire et



à assurer les conditions nécessaires de rehaussement de sa disponibilité, à même de garantir l'amélioration des aptitudes opérationnelles et combattives de toutes ses formations et composantes et ce, au service de l'intérêt de l'Algérie, et en consolidation de la volonté de ses valeureux enfants, déterminés à faire face à toute menace, quelle que soit sa nature ou son origine, et attachés à l'unité, à la souveraineté, à l'indépendance, à la sécurité et à la stabilité du pays».

«Partant de notre profonde conviction de la sensibilité des missions assignées à l'Armée nationale populaire et notre conscience, voire notre détermination à les assumer pleinement, le devoir nous appelle aujourd'hui, chacun au niveau de son poste de travail et dans les limites de ses prérogatives et responsabilités, à poursuivre d'une manière permanente, méthodique et rationnelle, sous la conduite de Monsieur le président de la République, chef

suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, et avec son appui et ses orientations, l'effort global et intégré que nous entreprenons, à l'aune de la nouvelle étape, suivant une stratégie étudiée et une vision clairvoyante et perspicace», a-t-il souligné. A cet effet, le chef d'état-major de l'Armée nationale populaire par intérim a exhorté les personnels de la 6^e Région militaire «à ne ménager aucun effort, afin de faire face et mettre en échec toute tentative, susceptible de porter atteinte à l'unité territoriale du pays». «Vous êtes appelés, au niveau de l'ensemble du territoire de la 6^e Région militaire, notamment les zones frontalières, à ne ménager aucun effort, de jour comme de nuit, afin de faire face et mettre en échec toute tentative susceptible de porter atteinte à l'unité territoriale de notre pays, ou à sa souveraineté nationale», a-t-il affirmé.

Meriem Benchaouia

LA QUESTION DU JOUR

La Turquie envahira-t-elle une deuxième fois la Syrie ?

Suite de la page une

Reste, s'il faut en croire certaines sources, l'armée turque non seulement a rendu la pareille, mais aurait déjà commencé à franchir la frontière. Les heures qui viennent nous en apprendront davantage à ce sujet. Mais que la Turquie soit très tentée d'établir au nord d'Idleb, et à son contact, une deuxième « zone de sécurité », cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Comme les Américains sont à Deir-Ezzor, à l'est de l'Euphrate et dans la proximité de leurs alliés kurdes, elle n'a rien à craindre de leur côté. Ce ne sont pas eux qui verraient rouge si elle prenait le contrôle de toute cette partie de la Syrie. En revanche, il y a les Russes, qui probablement y trouveraient à redire. Ce qui explique qu'elle a mis beaucoup de temps à tâter le terrain, à peser et soupeser les risques d'une telle entreprise. Les accords de Sotchi lui ont permis d'installer des postes de surveillance autour d'Idleb, théoriquement pour faire respecter par les terroristes qui la tiennent ce qu'on a appelé la désescalade. C'est qu'à Sotchi ce qui a été convenu entre Turcs, Russes et Iraniens, ce n'est pas un cessez-le-feu, par définition inconcevable avec des terroristes, mais une désescalade, c'est-à-dire quelque chose de suffisamment imprécis pour que chacun ne se sente gêné en rien. N'était cette présence des Russes, la Turquie aurait déjà envahi le nord-ouest de la Syrie, non en défense des djihadistes qui tiennent Idleb mais sous le prétexte d'arrêter l'afflux de réfugiés vers son territoire, elle qui déjà en abrite des millions. Maintenant, toute la question est de savoir si cette présence russe est assez dissuasive pour l'empêcher de mettre à exécution son projet. A priori, les bonnes relations qu'elle a avec la Russie devraient pouvoir lui épargner de commettre par précipitation ou par rapacité une erreur fatale. Le problème, c'est que ces bonnes relations sont toutes d'ordre économique. Pour tout le reste, la Russie est dans un camp, et elle dans un autre, ce qui s'observe pour l'heure en Syrie comme en Libye. Comme son président ne peut tout de même pas appeler son homologue russe, avec lequel cependant il est dans les meilleurs termes, pour lui demander s'il risque ou non gros en envahissant une deuxième fois la Syrie. De là chez elle cette politique d'un pas en avant deux pas en arrière dont elle fait montre depuis maintenant plusieurs mois à l'ouest de l'Euphrate.

M. H.

Malgré les appels de la Coordination

Les enseignants du primaire abandonnent leur mouvement de grève

■ *Durant la journée d'hier «premier jour de la grève cyclique de trois jours», la majorité des écoles primaires ont fonctionné «normalement» et cela malgré les appels de la Coordination des enseignants à maintenir la pression.*

Par Thinhinene Khouchi

Les enseignants du primaire semblent avoir perdu espoir et foi dans leur mouvement de protestation. En effet, depuis le commencement du deuxième trimestre, leur mobilisation s'est affaiblie. D'ailleurs, hier, au premier jour de la grève cyclique de trois jours, les différents établissements primaires du pays ont fonctionné normalement. Concernant les écoles ayant enregistré une perturbation durant le premier trimestre, elles ont ouvert leurs portes aux élèves et les enseignants ont assuré leurs cours. Durant la journée d'hier comme chaque lundi depuis le 6 octobre dernier, des sit-in ont eu lieu devant les directions de l'éducation des différentes wilayas du pays mais le nombre des participants a énormément baissé. Malgré ce recul, la Coordination des enseignants du primaire ne compte pas baisser les bras et multiplie les appels au maintien de la grève dans les établissements primaires et à participer «massivement» aux sit-in



organisés chaque lundi. Questionné sur les raisons de ce «recul» et «abandon» du mouvement, certains membres de la Coordination qui ont pris note de ce recul, expliquent que «c'est par peur de subir encore des

ponctions sur salaires et des dépassements au niveau de leurs établissements que certains enseignants ont décidé de ne pas participer à la grève». Ajoutant que «presque la majorité des grévistes n'ont pas touché leur prime

de rendement et ne sont pas prêts à subir encore de tels dépassements ce trimestre encore». Néanmoins, la Coordination se dit déterminée à poursuivre son mouvement et sa lutte pour obtenir des réponses concrètes à

leurs revendications. A ce propos, dénonçant une situation des plus compliquées : un volume horaire inadéquat (7h30 par jour), un programme scolaire chargé jusqu'à 11 matières à partir de la troisième année primaire, le problème de catégorie « les enseignants demandent à être alignés sur leurs collègues du moyen et du secondaire ». L'obligation de surveiller les élèves aussi bien dans les cours de récréation, dans les sanitaires que dans les cantines, le manque de matériel pédagogique et la surcharge des classes (45 jusqu'à 50 élèves par classe) sont parmi les griefs soulevés par les enseignants du primaire. Ils réclament aussi une dispense des tâches non pédagogiques, sinon accorder à la place «une prime de 20 000 DA pour la surveillance et l'accompagnement des élèves en dehors des heures de cours (récréation, cantine, etc.)», ainsi que «l'application du décret présidentiel 14/266 du 28 septembre 2014 avec effet rétroactif». En outre, les grévistes réclament aussi «la création de nouveaux grades d'enseignant pour les matières scientifiques, littéraires et d'éducation physique (sport)». Enfin, la revendication la plus soulevée est celle de «la prise en charge immédiate de leurs revendications et la prise au sérieux de leur mouvement».

T. K.

Lac Mezaïa à Béjaïa

Les citoyens exigent la gratuité d'accès aux lieux

Tizi Ouzou Reprise de la production à la laiterie de Draa Ben Khedda

LA LAITERIE de Draa Ben Khedda (11 km à l'ouest de Tizi Ouzou) a repris hier la production de lait après un arrêt pendant plus d'une semaine après l'apparition d'une bactérie. La décision de sa réouverture a été prise au bout des résultats d'analyses microbiologiques effectuées par le laboratoire régional du centre de contrôle de qualité et de lutte contre la fraude. Les examens ont révélé la disparition d'une bactérie. Pour rappel, les services du commerce de la wilaya de Tizi Ouzou avaient ordonné le 25 janvier dernier la fermeture de la laiterie Tassili de Draa Ben Khedda suite à la contamination du lait par la bactérie coliforme. **Hamid M.**

Un rassemblement citoyen ayant regroupé plusieurs dizaines de citoyens dont des familles a été observé samedi en fin de journée devant le portail principal du Lac Mezaïa faisant office de parc d'attractions depuis quelques années. Cette action de protestation annoncée quelques jours auparavant a été menée par des citoyens et le mouvement associatif de la ville de Béjaïa constitué de plusieurs associations de lutte contre la pollution et l'environnement et sa protection ainsi que des comités de quartiers de la ville afin de dénoncer les prix pratiqués par

le concessionnaire qui a transformé les espaces en parc d'attractions. La création d'un parc d'attractions a été effectuée conformément à un acte de concession et d'exploitation de ce Lac appartenant aux services des forêts de la wilaya sur une période de très longue durée. Les citoyens sont en colère sur le fait que «l'accès au Lac est devenu payant». Les contestataires réclament ainsi «la gratuité de l'accès au Lac» car, selon eux, les Béjaïouis s'y rendaient, autrefois, sur les lieux pour apprécier le Lac et les espaces d'oiseaux qu'il draine, s'y reposer un

moment ou lire le journal. Des slogans hostiles à l'exploitant ont été scandés par les protestataires qui exigent «l'accès gratuit» à ce lieu et interpellent les autorités afin de «revoir les conditions de concession de ce Lac et sa transformation en parc d'attractions payants». «Dégage Ali Baba v'gayet machi dhaglah», «Sarek ezawali Ali baba», «El park dyalna endirou rayna», «edkhala batel machi bedrahem», «Klitou lebled ya serakine», «Naâya naâya guelbitonna : on est fatigué du bétonnage», «Ali Baba dégage», scandent les protestataires. Ils scan-

daient aussi d'autres slogans comme : «La hiwar, la chiwar errahlou», «Echaâb yourid Ali baba y dégager», «Lac dyalna n'dirou rayna». Les mécontents ont brandi aussi des pancartes sur lesquelles était écrit : «La mafia du foncier a détruit Béjaïa», «Accès gratuit immédiat au Lac Mézaïa», etc. A l'occasion, ils ont dénoncé «le silence complice» des élus et surtout des députés par rapport à cette affaire. Pour eux, le Lac Mezaïa est un bien du peuple et doit être gratuit : «c'est un bien du peuple et doit lui revenir», ont laissé entendre les protestataires. **Hocine Cherfa**

Demain à Alger

La technologie 5G en débat

Les développements et dernières avancées relatifs à la technologie mobile 5G seront au menu d'une rencontre internationale organisée mercredi et jeudi au Technoparc de Sidi Abdellah à Alger. Organisé par l'Agence nationale de promotion et de développement des parcs technologiques (ANPT) dans le cadre de sa mission relative à la sensibilisation et la promotion des TIC, cet événement a pour objet de mettre en avant «les développements, avancées et actualités qui concernent la 5G», a-t-on appris

auprès de l'agence. Cette manifestation verra la participation de plusieurs experts nationaux et internationaux et vise à regrouper l'ensemble des parties prenantes œuvrant dans le domaine des technologies de l'information et de la communication en Algérie, à savoir les régulateurs, les opérateurs télécoms, industriels, les chercheurs, les start-up et les porteurs de projets. Cet événement se veut un espace d'échanges dont le but sera de mettre en relief toutes les composantes de cette technologie, depuis son déploie-

ment jusqu'à son impact sur le mode de vie des sociétés et les perspectives d'évolution, en passant par sa régulation et les différentes applications qu'elle offre aux citoyens et aux opérateurs économiques, a-t-on précisé. Les deux journées s'articuleront autour de 4 axes qui traiteront des différentes dimensions de cette technologie à savoir la dimension politique avec ses aspects de régulation et réglementation, la dimension économique de la technologie et son impact sur le secteur industriel et les consom-

mateurs de données, la dimension socioculturelle et l'éventuel impact de la technologie sur la société et la dimension technique avec ses aspects de déploiement et de sécurité. L'ANPT est chargée d'œuvrer pour la mise en place d'un écosystème national permettant le développement et l'épanouissement de l'activité économique dans le secteur des technologies de l'information et de la communication, cela dans le but d'assurer une participation efficace dans l'économie nationale. **Hamida F.**

Pétrole

Les prix au plus bas depuis janvier 2019

■ Les prix du pétrole continuaient leur descente hier, touchant des plus bas depuis plus d'un an et incitant le cartel des pays exportateurs d'or noir à convoquer une réunion exceptionnelle aujourd'hui et demain à Vienne.

Par Malek M.

Vers 10h40 GMT, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, valait 56,36 dollars à Londres, en baisse de 0,46 % par rapport à la clôture de vendredi. A New York, le baril américain de WTI pour le mois de mars remontait de 0,21 % à 51,67 dollars. Plus tôt, aux alentours de 0h10 GMT, le Brent et le WTI ont touché des plus bas depuis le mois de janvier 2019, à 55,42 dollars et 50,42 dollars le baril.

«La reprise est peu convaincante», a estimé Jeffrey Halley, analyste de Oanda, «et la pression à la baisse devrait continuer». Les investisseurs sont minés depuis plusieurs semaines par les conséquences de l'épidémie de pneumonie virale, qui a contaminé plus de 17 000 personnes pour 361 morts en Chine continentale (hors Hong Kong et Macao), sur la santé économique du premier importateur et deuxième consommateur de pétrole du monde.

«La demande chinoise est attendue en baisse de 3 millions



de barils par jour. Si l'on ajoute des annulations en chaîne de la part des compagnies aériennes,

cela donne une offre largement excédentaire», a expliqué Hussein Sayed, analyste de

FXTM. En réaction, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et son allié russe vont

tenir une réunion technique aujourd'hui et demain à Vienne, où se trouve le siège du cartel, pour tenter d'endiguer la chute des prix, a indiqué une source proche de l'Organisation.

Le comité technique de l'Opep et ses partenaires est traditionnellement chargé d'analyser la conjoncture sur le marché pétrolier afin d'aider le cartel à ajuster ses quotas de production pour influencer sur les prix. «Le marché a besoin d'être rassuré avant de repartir (à la hausse)», a ajouté M. Sayed, et cela implique, selon lui, «non seulement une prolongation des coupures volontaires de la production, mais également des coupures supplémentaires au-delà du mois de mars».

M. M./APS

Céréales Baisse des prix mondiaux du blé et du maïs

LES PRIX du blé et du maïs baissaient hier, à la mi-journée, impactés par l'épidémie de coronavirus suscitant l'inquiétude des marchés mondiaux d'un ralentissement économique de la Chine et de son impact sur le commerce mondial.

Peu avant midi sur Euronext, la tonne de blé reculait d'un euro sur l'échéance de mars à 190 euros et de 1,25 euro sur l'échéance de mai à 188,50 euros, pour environ 18 000 lots échangés. La tonne de maïs, elle, reculait de 50 centimes d'euro sur l'échéance de mars à 168 euros, et de 75 centimes sur le contrat de juin à 172,50 euros, pour environ 300 lots échangés. Par ailleurs, la Commission européenne a publié de nouveaux bilans européens de céréales : elle revoit en très légère hausse la production de blé tendre dans l'UE cette année, à 147,25 millions de tonnes de (147,17 Mt en décembre, contre 128,52 Mt en 2018/19), mais révisé à la baisse les importations, à 2,80 Mt (3,10 en décembre et 4,08 en 2018/19). Le stock de fin de campagne n'évolue presque pas. En maïs, le stock de fin de campagne remonte légèrement, à 24,83 Mt (23,88 Mt en décembre et 25,02 Mt en 2018/19), en raison d'une hausse des importations. En Russie, l'institut Ikar estime que la production de blé pourrait atteindre 79,5 Mt en 2020 (74,3 Mt en 2019), du fait de la croissance des surfaces en blé d'hiver, évaluées à 16,3 millions d'hectares (15,9 millions l'année dernière) et d'une stabilité des surfaces de blé de printemps, à 12,3 millions d'hectares, rapportait le cabinet Inter-Courtage dans une note.

R. E.

Marbre

Un marché créateur de richesse et d'emploi nécessitant une réorganisation

L'exploitation optimale du marbre contribuera efficacement à la diversification de l'économie nationale et à la création d'emplois, mais pour booster cette filière davantage, il est nécessaire de la réorganiser, a affirmé, à Alger, le vice-président de l'Association inter-wilayas des professionnels des matériaux de construction «El Bouniane», Stiti Raouf. S'exprimant lors d'une rencontre des professionnels du marbre et autres pierres de construction et d'ornementation, M. Stiti a indiqué que le marbre algérien constitue un marché prometteur mais délaissé, ajoutant que l'Algérie possède de

nombreux gisements qui restent, selon lui, «insuffisamment exploités». «La filière marbre peut générer des richesses et contribuer à la diversification de l'économie nationale si elle est bien exploitée», a-t-il affirmé. Il a souligné, par ailleurs, la nécessité de mettre en place un système d'information «efficace» pour réorganiser cette filière. «L'attribution des titres miniers, le manque des statistiques et une main-d'œuvre qualifiée figurent parmi les difficultés rencontrées par les professionnels de la filière marbre», a-t-il dit. Il a appelé les professionnels à s'organiser et créer des regroupements pour

fournir des statistiques officielles concernant cette filière et autres matériaux de construction. De son côté, le président de l'association «El Bouniane», Baghli Omar, a indiqué que son association contribue à promouvoir les métiers du marbre, des granites et autres pierres de construction et d'ornementation, en réunissant également les différents intervenants concernés par les activités liées à l'exploitation et l'utilisation de la pierre de construction.

L'expert consultant, Daiboun Farouk, a indiqué lors de son intervention que l'Algérie importe annuellement plus de 70 millions

dollars du marbre, en mettant l'accent sur la nécessité d'exploiter nos gisements et booster cette filière. Pour sa part, l'expert international Martinelli Maurizio a affirmé que la formation est «indispensable» pour booster la filière du marbre, en relevant l'importance de créer une école spécialisée pour dispenser des formations aux métiers du marbre et autres pierres de construction. L'association «El Bouniane» organise jusqu'au 4 février des rencontres dédiées aux professionnels des métiers du marbre et autres pierres de construction et d'ornementation.

Salem K.

Changes

La livre chute de 1 % face au dollar

La livre sterling baissait nettement hier face aux principales devises et notamment face au dollar, pénalisée par les craintes d'un échec des négociations commerciales entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, qui affichent d'ores et déjà leurs lignes rouges. Vers 10h15 GMT, la livre perdait 1,04 % face au billet vert, à 1,3069 dollar, et 0,82 % face à la devise européenne, à 84,69 pence pour un euro. Après le maintien surprise du taux d'intérêt directeur de la Banque d'Angleterre la semaine dernière, qui a bénéficié à la devise britannique, «l'attention du marché est rapidement revenue sur les potentielles tensions à venir

dans les négociations commerciales entre l'Union européenne et le Royaume-Uni», a signalé Lee Hardman, analyste pour MUFG. Le Premier ministre britannique Boris Johnson comptait signifier hier aux Européens son intention de s'affranchir des règles de l'Union européenne après le Brexit, laissant entrevoir un bras de fer très musclé sur leur future relation commerciale. «Il n'y a pas besoin d'un accord de libre-échange qui implique d'accepter les règles de l'UE en termes de concurrence, de subventions, de protection sociale, d'environnement ou autre, pas plus que l'UE ne devrait être obligée d'accepter

certaines règles britanniques», devait déclarer le Premier ministre, selon des extraits diffusés par ses services. «L'accès à nos marchés sera proportionnel à l'engagement pris par les Britanniques à respecter un certain nombre de règles», a rappelé hier sur la radio France Inter le négociateur européen Michel Barnier, en soulignant qu'il n'y aurait pas d'accord de commerce s'il n'y a pas d'accord sur la pêche. Une sortie sans accord commercial à la fin de la période de transition, au 1^{er} janvier 2021, «serait susceptible d'avoir un impact très négatif sur l'économie britannique et est à l'origine de la

faiblesse de la livre sterling», a commenté Ricardo Evangelista, analyste pour ActivTrades. «Il faut se rappeler comment, l'année dernière, la livre évoluait violemment à chaque information évoquant un accord ou un non-accord», a renchéri Neil Wilson, analyste pour Markets.com. En 2019, le cours de la livre a en effet eu des airs de montagnes russes et a chuté à chaque fois que les craintes d'une sortie sans accord semblaient se matérialiser. Depuis le référendum sur le Brexit, en juin 2016, la livre a perdu environ 10 % face au dollar et à l'euro.

A. Y./Agences

Port d'Oran

Hausse de 7% du trafic de transport de voyageurs

■ Le transport de voyageurs au niveau de la gare maritime du port d'Oran a enregistré en 2019 une hausse de 7%, soit 15 116 passagers par rapport à 2018, a-t-on appris du président-directeur général de l'Entreprise portuaire d'Oran (EPO).

Par Nassima A.

Une hausse du nombre de passagers en partance et en arrivée a été relevée en 2019 avec 234 955 voyageurs (aller et retour) contre 219 839 en 2018, a indiqué Mokhtar Korba. En outre, la même période a enregistré un mouvement de 82 975 véhicules (aller-retour) à la gare maritime du port d'Oran, soit une augmentation de 10% par rapport à l'année dernière (75 106 véhicules en aller et retour), a-t-il fait savoir. Le P-DG de l'EPO a souligné que ce nombre de voyageurs a été enregistré sur quatre lignes maritimes desservant Oran-Alicante, Oran-Almeria, Oran-Barcelone et Oran-Marseille, par l'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV) et l'agence maritime «Bentras». La gare maritime du port d'Oran a accueilli, durant la saison estivale écoulée, quatre dessertes de transport de voyageurs via la ligne Mostaganem-Valence. Les navires assurant ces dessertes n'ont pas pu accoster au port de Mostaganem en raison des mauvaises conditions météorolo-

giques, a rappelé M. Korba. Le responsable a indiqué également que l'Entreprise portuaire d'Oran a mobilisé pour la saison estivale tous les moyens humains et matériels pour faciliter le traitement des voyageurs, en réservant deux quais pour le contrôle des navires de transport de voyageurs et un autre pour l'attente, en plus de la réalisation d'une passerelle semi automatique pour les passagers.

N. A./APS



Retard dans la concrétisation des projets Vers la résiliation de 83 actes de concession à El Bayadh

Pas moins de 83 actes de concession du foncier destiné à l'investissement industriel «seront bientôt résiliés» dans la wilaya d'El Bayadh en raison du retard enregistré par les bénéficiaires dans la réalisation de leurs projets, a-t-on appris du directeur de wilaya de l'industrie et des mines, Ahmed Louha. Cette mesure a été prise contre les bénéficiaires du foncier industriel dans la wilaya à l'issue de plusieurs réunions d'évaluation par les services de la wilaya consacrées au dossier de l'investissement dans le secteur de l'industrie et où la résiliation des

contrats et la récupération des assiettes foncières a été décidée, a-t-il indiqué. «Ces investisseurs censés concrétiser des projets dans les domaines de l'industrie, du tourisme et des services ont épuisé toutes les procédures à l'amiable pour entamer les travaux de réalisation après avoir été destinataires de mises en demeure depuis plus d'un an», a-t-il fait savoir. Le même responsable a souligné que jusqu'à présent, 18 actions en justice pour la résiliation des contrats des contrevenants ont été déposées dans l'attente d'initier la même procédure de résiliation des

contrats concernant les cas restants, notant que l'opération s'inscrit dans le cadre des travaux visant à assainir le foncier industriel et à relancer le développement industriel en encourageant de nouveaux investisseurs sérieux. Le secteur avait eu recours, l'an dernier, à l'annulation administrative de six décisions de concession industrielle, alors que durant la même période, 18 projets d'investissement ont été avalisés dont 13 projets dans le secteur des services, quatre dans le secteur du tourisme et un projet dans le secteur industriel.

Samy T.

Mostaganem/ Maîtrise des risques industriels

Session régionale de formation des officiers de la Protection civile

Pas moins de 25 officiers de la Protection civile des wilayas dans l'ouest et le sud-ouest du pays prennent part à une session de formation sur la maîtrise des risques industriels ouverte à Mostaganem. Le directeur de la Protection civile de la wilaya de Mostaganem, le colonel

Abdelhamid Zighed, a mis l'accent, à l'ouverture de cette session, sur la maîtrise qui aide à améliorer le service public de la protection civile et à relever la disponibilité opérationnelle d'intervention en cas d'accidents et de grandes catastrophes. La maîtrise des risques est au cœur des

missions de ce dispositif dont la prévention, la prévision et l'intervention, a-t-il souligné, déclarant que l'étude du risque n'est qu'un outil qui permet d'éviter les catastrophes ou d'atténuer leurs effets. L'étude du risque entre dans une phase de prévision qui occupe une grande partie des missions

dévolues à la protection civile comportant les mesures, les moyens et les mécanismes pour maîtriser les risques menaçant le tissu industriel, les employés et l'environnement, a-t-il ajouté dans ce sens. Cette cinquième session du genre, au niveau national et la dernière dans le cadre du pro-

gramme de formation, enregistre la participation d'officiers des services de prévention et des bureaux d'études des risques des directions de la protection civile des wilayas de Béchar, Tindouf, Adrar, El Bayadh, Naama, Tlemcen, Saida, Sidi Bel-Abbès, Tipasa, Ain Defla et Mostaganem. La session de formation, qui dure jusqu'au 6 février courant, entre dans le cadre de la mise à jour des connaissances et la perfection des capacités à faire face et à gérer les catastrophes industrielles. L'aspect théorique, pratique et opérationnel de cette session est encadré par des officiers spécialisés de la Direction générale de la Protection civile.

N. T.

Y./APS

Béchar

Portes ouvertes sur la Garde républicaine

Les missions et les modalités d'entraînement au sein de la Garde républicaine sont au centre des «Portes ouvertes» sur ce corps d'arme, dont le coup d'envoi a été donné au Centre d'information territorial de la 3^e Région militaire à Béchar. Ouverte par le colonel Ramdane Omar, directeur régional de la communication, de l'information et de l'orientation de la 3^e RM, en présence des autorités de la wilaya, cette manifestation vise à permettre aux citoyens de prendre connaissance des différentes unités de la Garde républicaine, afin de se familiariser avec ses différentes missions et spécialités. Elle a pour but aussi de mettre en exergue l'image honorable de l'Armée nationale populaire (ANP), en mettant en avant les réalisations accomplies

dans le cadre du développement et de la modernisation de ce corps d'arme et la consolidation des liens ANP-Nation, a indiqué un communiqué de presse de la Garde Républicaine. Des stands dédiés aux différentes spécialités

de la Garde républicaine, à savoir la musique militaire, l'équitation, la protection des institutions souveraines de l'Etat, en plus d'expositions de documents photographiques sur les différentes phases historiques de ce

corps d'arme et de projections de films-documentaires mettant en reliefs les missions et les activités de la Garde républicaine, sont mis en place pour les visiteurs à l'occasion de ces «Portes ouvertes».

N. T.

Relizane

Projets de développement de plus de 280 millions de DA pour Belassel

La commune de Belassel (wilaya de Relizane) a bénéficié, durant les deux dernières années, de projets de développement d'une valeur globale dépassant les 280 millions de DA a-t-on appris des services de la wilaya. Financés au titre du fonds de solidarité des collectivités locales, des programmes sectoriels et communaux et du budget de wilaya, ces projets sont répartis sur 35 actions de développement, à l'instar des opérations de raccordement, renouvellement du réseau d'AEP et d'assainissement au niveau de plu-

sieurs regroupements urbains. La commune de Belassel a bénéficié également des opérations d'entretien et de réhabilitation de son réseau routier, à savoir, le chemin de wilaya numéro 12 sur une distance de 1,6 km au niveau du village «Bhalil», et le du CW numéro 13 près du village «Khouariya» sur une distance de 2,2 km. Le programme de développement de cette collectivité locale consiste aussi au raccordement de «Hai Zitoune» (oliviers) et le village «Rahaylia» par l'énergie électrique, ainsi que la restauration et l'amé-

nagement de 8 écoles primaires et la réalisation de deux classes d'extension à l'école «Nabi Abdelkader». La commune de Belassel a également bénéficié de deux stades de proximité, l'un dans le quartier «El Wiam» et l'autre dans le village de «Messaidia» outre l'aménagement d'une salle de soins et d'autres projets touchant divers domaines. Il est à noter que la majorité de ces opérations ont été réceptionnées, tandis que les autres projets sont en cours de réalisation.

R. R.

Tunisie

Ennahdha attaché à un gouvernement d'union nationale

■ Le mouvement Ennahdha a réitéré son attachement à la formation d'un gouvernement d'union nationale qui «n'exclut aucun parti et bénéficie d'un large soutien politique», rapporte l'agence TAP.

Par Sabiha O.

Dans un communiqué publié sur sa page Facebook, Ennahdha a fait savoir que la réunion du bureau exécutif du mouvement, tenue samedi, était consacrée à la discussion du «document du contrat» qui a été proposé par le Chef du gouvernement désigné Elyes Fakhfakh. Imed Hammami, membre du bureau politique du mouvement Ennahdha avait affirmé récemment que son parti n'a pas encore tranché la question de sa participation au gouvernement d'Elyes Fakhfakh. Ennahdha exige des conditions qu'il discutera avec le Chef du gouvernement désigné, a-t-il dit, ajoutant que le mouvement reste toujours à la disposition du pays. Evoquant l'attachement d'Ennahdha à la participation de «Qalb Tounès» au futur gouvernement, Hammami avait rappelé que son parti est favorable à l'élargissement des concertations à tous les groupes parlementaires et qu'il ne reviendra pas sur sa position. De son côté, le Chef du gouvernement désigné a souligné, lors d'une conférence de presse tenue vendredi, que le différend avec le parti Ennahdha, qui appelle à élargir les consultations à «Qalb Tounès», est toujours d'actualité. Le débat se poursuit autour de cette question, selon lui. La réunion prévue samedi dernier entre Elyes Fakhfakh, Chef de gouvernement désigné, et les partis associés aux concertations sur le futur gouvernement et le document contrat du programme gouvernemental, a été reportée à hier lundi. Selon le bureau de presse de Fakhfakh, le report de la réunion intervient à la demande du mouvement Ennahdha qui explique que son



président Rached Ghannouchi «est rentré tard» d'un déplacement à Ouagadougou, au Burkina Faso.

Six membres d'une même famille tués dans un accident de la route

Six membres d'une même famille sont morts dimanche après-midi en Tunisie dans un accident survenu sur la route reliant El Jem à Mahdia, a rapporté l'agence TAP. L'accident a eu lieu suite à une collision entre la voiture de la famille victime et un autre véhicule à bord duquel se trouvaient deux personnes

qui ont subi des blessures de divers degrés, a indiqué une source sécuritaire, citée par la TAP. Il s'agit de trois enfants, leurs parents et leur grand-mère paternelle qui ont péri dans cette accident, selon la même source. Une petite fille âgée de 3 ans, qui était encore en vie au moment de l'accident, avait été transpor-

tée avec les autres victimes à l'hôpital régional de Sidi Alouane où elle a succombé à ses blessures malgré les efforts déployés par l'équipe médicale de l'hôpital, a ajouté la même source. L'excès de vitesse serait possiblement à l'origine de cet accident, a-t-on indiqué.

S. O. /APS

Sahara occidental/Eaux territoriales

L'île de Grande Canarie adopte une motion contre la décision du Maroc

L'organe de gouvernement de l'île de Grande Canarie, le cabildo insulaire, a approuvé une motion contre la décision du Maroc qui a inclus les eaux du Sahara occidental à son espace maritime en violation du droit international, appelant le gouvernement espagnol à réagir «fermement». La motion, proposée par les partis Nueva Canarias, Podemos et le Parti socialiste

ouvrier espagnol (PSOE), votée vendredi à 18 voix, a exprimé le «rejet total» de la décision du Maroc, force occupante au Sahara occidental, «d'élargir son espace maritime dans les eaux canariennes et sahraouies, ce qui porte atteinte aux droits légitimes des îles Canaries», a indiqué le média espagnol «El Diario». La motion soutient le gouvernement des îles Canaries

dans la défense de ses intérêts, exigeant que le gouvernement espagnol réagisse «fermement» dans cette situation. Elle envisage également de saisir le Conseil de sécurité européen et la Commission européenne pour exiger du Maroc «un strict respect du droit international», ajoutée la même source. Le Maroc a inclus, le 22 janvier dernier, les eaux du Sahara occidental à son

espace maritime en votant deux projets de loi. La ministre espagnole des Affaires étrangères, Arancha Gonzalez, deux jours après l'adoption des dites lois, a rappelé qu'il était important de «respecter les règles et normes de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer en cas de chevauchement entre des zones maritimes». La formation politique espagnole, Podemos a, elle, dénoncé «les politiques expansionnistes de Rabat dans les eaux territoriales sahraouies», tout en exhortant le gouvernement espagnol en collaboration avec le gouvernement des îles Canaries de lancer des actions pour freiner «cette manœuvre marocaine». La formation, présidée par le vice-président du gouvernement espagnol, Pablo Iglesias, a rappelé «les différents arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne qui interdisent la commercialisation avec des ressources sahraouies». Quant au coordinateur sahraoui auprès de la Minurso, M'hamed Kheddad, il a dénoncé la dernière «loi marocaine expansionniste» qui vise à annexer les eaux territoriales sahraouies, soulignant que cette loi n'a aucune base légale.

Kamel L.

Mauritanie

Les Emirats allouent deux milliards de dollars

Les Emirats arabes unis vont allouer deux milliards de dollars (1,8 milliard d'euros) à la Mauritanie, une somme conséquente pour ce pays pauvre membre du G5 Sahel engagé dans la lutte antijihadistes en Afrique de l'Ouest, a rapporté l'agence officielle émiratite. Les Emirats «ont annoncé l'allocation de deux milliards de dollars pour financer des projets d'investissement et de développement, ainsi qu'un prêt à taux réduit pour la Mauritanie», a indiqué l'agence WAM. Selon la Banque mondiale, le PIB de la Mauritanie s'élevait en 2018 à environ 5,2 milliards de dollars (4,7 millions d'euros). Selon des chiffres officiels, le pays a enregistré l'an dernier un taux de croissance de 3,6 % et prévoit, selon les experts, près de 6 % annuellement sur la période 2019-2021. Le président mauritanien, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, se trouvait en visite officielle dimanche aux Emirats, où il a rencontré le dirigeant de facto, le prince héritier

d'Abou Dhabi, Mohammed ben Zayed Al-Nahyane. «Nous avons assisté à la signature d'un certain nombre d'accords et de protocoles d'accord entre nos pays», a affirmé sur Twitter le prince Mohammed, évoquant une volonté de «renforcer la coopération étroite». Jeudi, le ministère mauritanien de la Défense avait toutefois démenti des informations selon lesquelles son pays accueillerait une base militaire émiratite. La Mauritanie fait partie de la coalition armée conduite par l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis intervenant depuis 2015 au Yémen contre les rebelles Houthis, accusés de liens avec l'Iran, sans engager toutefois de troupes au front. En décembre, les cinq Etats sahéliers membres du G5 (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) ont par ailleurs appelé la communauté internationale à les soutenir pour endiguer le péril jihadiste qui frappe de plus en plus violemment leurs pays. Le G5 est une structure

africaine ayant pour vocation d'assurer la sécurité et le développement des pays du Sahel, menacés par les groupes extrémistes. La visite du chef de l'Etat mauritanien à Abou Dhabi intervient quelques jours après celle du président burkinabé, Roch Marc Christian Kaboré, qui avait affirmé sur Twitter l'objectif de «renforcer les liens de coopération entre les deux pays». Particulièrement impliquée dans la région, la France compte sur le soutien financier des Emirats et de l'Arabie saoudite pour le G5 Sahel. Abou Dhabi mène une diplomatie focalisée sur la lutte contre les mouvements extrémistes, appuyant généralement des chefs militaires aux discours anti-islamistes, comme en Egypte ou en Libye. Selon les experts, les Emirats cherchent aussi à étendre leur présence en Afrique, où ils disposent notamment de bases militaires dans la corne de l'Afrique.

R. M.



Brexit

Le Royaume-Uni s'engage à ne pas faire de «concurrence déloyale» à l'UE

■ Le Royaume-Uni ne fera aucune «concurrence déloyale» à l'Union européenne comme le craignent les Européens après le Brexit, a assuré hier le Premier ministre britannique, Boris Johnson, en exposant sa vision de la future relation de son pays avec les 27.

Par Rosa C.

«**N**ous ne ferons aucune concurrence déloyale, qu'elle soit commerciale, économique ou environnementale, comme le craint Bruxelles», a déclaré le dirigeant conservateur, s'engageant à ne pas revoir à la baisse les normes européennes. Mais dans le même temps, Boris Johnson a rejeté tout alignement sur les règles européennes comme «prix du libre-échange : «Allons-nous insister pour que l'UE fasse tout comme nous comme prix du libre-échange? Bien sûr que non». «Je ne vois aucun besoin de nous contraindre par un accord avec l'UE. Nous allons

restaurer notre pleine souveraineté sur nos frontières, l'immigration, la concurrence, les règles encadrant les subventions, les approvisionnements, la protection des données», a-t-il insisté. Il a aussi estimé que la coopération avec les Européens en matière de défense et de politique étrangère ne nécessiterait «pas nécessairement un traité». Mettant Londres en garde contre toute tentation de concurrence déloyale, l'UE s'est dite prête lundi à négocier «un accord commercial très ambitieux». Cet accord visera notamment à éliminer tous les droits de douanes et tous les quotas sur les biens échangés avec le continent, une proposition jamais vue de la part

de l'UE avec ses partenaires, a précisé le négociateur en chef de l'UE pour le Brexit, Michel Barnier. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a toutefois prévenu que le niveau d'accès du Royaume-Uni au marché unique européen dépendrait de son niveau d'alignement sur les règles communautaires. Sorti vendredi soir de l'UE après 47 ans d'appartenance houleuse, le Royaume-Uni doit désormais redéfinir les modalités de sa relation avec le bloc européen réduit à 27, sur le plan commercial mais aussi de la sécurité, de la pêche ou de l'éducation. Les parties disposent pour cela d'une période de transition de 11 mois que Londres refuse d'ores et déjà de prolonger. R. C.



R. C. > D. R.



Commentaire

Candidate

Par Fouzia Mahmoudi

Emmanuel Macron, le président qui devait être le porteur du renouveau politique et une opportunité pour la cinquième République de retrouver un peu de vigueur est au contraire depuis dix-huit mois considéré comme le président le plus autoritaire et le plus rigide ayant séjourné à l'Élysée. Ses très nombreux détracteurs n'ont eu de cesse cette dernière année surtout de pointer du doigt sa présidence «dictatoriale» qui s'impose par l'usage d'une police et d'une justice qui s'attaquent sévèrement aux opposants qui manifestent dans les rues. Il est vrai que jamais autant de mutilés par les forces de l'ordre n'auraient été comptabilisés avec des dizaines de victimes ayant perdu des yeux, des mains et même des pieds lors de manifestations. Ségolène Royal, l'ancienne ministre socialiste, révoquée de ses fonctions d'ambassadrice des pôles, a franchi «la ligne rouge», en accusant la France d'être «un régime autoritaire», a déclaré la ministre de la Transition écologique, Elisabeth Borne. «Je pense que c'est très grave qu'une femme politique comme Ségolène Royal dise des choses de ce type», a estimé Borne, réagissant aux déclarations de Royal selon laquelle «on est dans un régime autoritaire» avec «un pouvoir qui n'écoute pas, qui n'en fait qu'à sa tête, qui assiste à la souffrance des citoyens sans réagir». «Tous ceux qui regardent un peu ce qui se passe à l'échelle de la planète peuvent voir qu'il y a beaucoup d'endroits où l'on n'est pas dans des régimes démocratiques, parfois on n'a pas le droit d'élire ses dirigeants, on n'a pas le droit de manifester, on n'a pas le droit de faire grève», a poursuivi Elisabeth Borne. «On peut ne pas être d'accord, mais de là à mettre en cause notre démocratie, c'est la ligne rouge», a-t-elle conclu. Interrogée sur LCI pour savoir si les propos qu'elle a tenus n'abîmaient pas la démocratie, Royal a fait remarquer que «les Français ont leur bulletin de vote», et que «s'ils ne sont pas contents de ce qui se passe aujourd'hui en France, ils vont voter aux élections municipales, c'est l'occasion de sanctionner le gouvernement». Macron avait dénoncé déjà la semaine dernière «les discours politiques extraordinairement coupables», martelant que la France est devenue une «dictature» et justifiant de ce fait, selon lui, la violence politique et sociale. Très critique à l'égard de l'Exécutif, Ségolène Royal a été démise il y a peu, en Conseil des ministres, de ses fonctions d'ambassadrice des pôles qu'elle occupait depuis 2017 sur nomination d'Emmanuel Macron. Elle est par ailleurs visée par une enquête préliminaire sur l'usage fait des moyens mis à sa disposition en tant qu'ambassadrice des pôles. Finaliste de la présidentielle de 2007, elle a répété plusieurs fois ces derniers mois qu'elle pourrait être candidate à celle de 2022. Et quoi de plus simple pour elle que d'utiliser la situation ultra-tendue en France pour essayer de drager l'électorat déçu de Macron et qui ne souhaite voter ni pour l'extrême-droite ni pour l'extrême-gauche. Néanmoins, il n'est pas certain que les Français soient prêts à voter pour l'ex-socialiste qui a toujours été très forte à créer des polémiques et à se faire faire remarquer dans les médias, mais qui a toujours été assez médiocre dans l'exercice des fonctions qu'elle a réussi à glaner ces trente dernières années.

F. M.

Chine

Le bilan du coronavirus dépasse celui du Sras

Avec 361 morts, le bilan du nouveau coronavirus dépasse désormais celui du Sras en Chine continentale où le gouvernement a reconnu hier avoir besoin d'urgence de masques de protection pour faire face à l'épidémie. Dix jours après le début de la crise, marqué par le confinement de la métropole de Wuhan (centre) et sa province, le Hubei, les places boursières chinoises ont rouvert leurs portes hier, prenant de plein fouet l'impact de l'épidémie. Shanghai comme Shenzhen ont plongé d'environ 8 %. Alors que le pays est paralysé par la peur du virus, qui a contaminé plus de 17 000 personnes dont plus de 360 mortellement, Pékin a, contrairement à son habitude, reconnu compter sur le reste du monde pour répondre à la crise. Elle a précisé que plusieurs pays, dont la France, le Royaume-Uni, le Japon et la Corée du Sud, avaient déjà envoyé des fournitures médicales. Les usines du pays fonctionnent au ralenti, l'épidémie étant venue se superposer aux très long congés du Nouvel An chinois, achevés officiellement dimanche mais prolongés par beaucoup d'entreprises afin de limiter les risques de contagion. Le ministère de l'Industrie a ainsi reconnu hier que les usines de production de masques, dont le port s'est imposé partout, ne fonctionnaient qu'à 70 % de leur capacité. Le pays s'efforce d'en importer d'Europe, du Japon et des États-Unis, selon la même source. Alors que le virus s'est diffusé dans 24 autres pays, la Commission nationale de la santé a fait état pour la Chine d'un bilan de 361 morts, dont 57 décès supplémentaires lors de la seule journée de dimanche – un record quotidien. Il y a à désor-

mais en Chine continentale (hors Hong Kong et Macao) plus de morts dus à ce coronavirus qu'à l'épidémie de Sras (syndrome respiratoire aigu sévère) qui y avait fait 349 victimes en 2002-2003. Et le virus a fait un mort pour la première fois en dehors de Chine, un Chinois de 44 ans originaire de Wuhan qui a succombé aux Philippines, avait annoncé dimanche l'OMS. Le nombre d'infections a grimpé à plus de 17 200, dépassant largement celui du Sras qui avait tué au total 774 personnes, majoritairement en Chine continentale et à Hong Kong. La très grande majorité des décès et des cas de contamination par le nouveau coronavirus sont à déplorer à Wuhan et sa province où quelque 56 millions d'habitants sont coupés du monde depuis le 23 janvier. Face à un système hospitalier débordé, Wuhan devait accueillir hier de premiers malades dans un hôpital construit en 10 jours – un record. Un autre hôpital encore plus grand (1 600 lits) est en construction dans la ville et doit ouvrir ses portes dans quelques jours. Le gouvernement a octroyé trois jours de congés supplémentaires dans l'espoir de retarder le retour vers les villes des centaines de millions de travailleurs migrants rentrés dans leur province pendant le Nouvel An lunaire. Ces derniers ont cependant commencé à regagner les grandes métropoles. Mais les personnes originaires du Hubei sont parfois en butte à l'ostracisme et à la suspicion. Lucy Huang, une réalisatrice de documentaires vivant à Pékin mais originaire de Wuhan, se dit «très blessée». «Notre ennemi a toujours été le virus et cela ne devrait pas être les gens du Hubei ou de Wuhan», a-t-elle

déclaré à l'AFP. Face à la crise qui paralyse l'économie du pays, les Bourses chinoises ont été rattrapées hier à leur réouverture par l'inquiétude qui a fait dévisser les autres places mondiales depuis dix jours. Les autorités chinoises avaient pourtant pris les devants pour tâcher de rassurer les investisseurs. La banque centrale chinoise avait annoncé dimanche l'injection de 1 200 milliards de yuans (156 milliards d'euros) dans le système bancaire pour soutenir l'économie. Mais elles n'ont pu empêcher Shanghai de lâcher 7,72 % et Shenzhen 8,41 %, la plus forte baisse des indices chinois depuis le krach boursier de 2015. Inquiets, de nombreux pays ont multiplié les mesures de protection. États-Unis, Australie, Nouvelle-Zélande, Irak, Israël et Philippines notamment ont interdit l'entrée sur leur territoire aux étrangers s'étant récemment rendus en Chine. S'adressant à la presse, la porte-parole de la diplomatie chinoise s'en est prise aux États-Unis, accusant ce pays de «semmer la panique» par ses restrictions et donner «un très mauvais exemple». Les croisiéristes n'en ont pas moins décidé d'interdire la présence à leur bord de passagers ou membres d'équipage ayant voyagé en Chine au cours des 14 derniers jours, a annoncé hier leur fédération internationale. L'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui a proclamé la semaine dernière l'urgence internationale, a révélé hier travailler d'arrache-pied avec des géants du net pour combattre la désinformation en ligne autour du virus. Pendant ce temps, les opérations de rapatriement d'étrangers coincés à Wuhan se poursuivent.

Festival international du monodrame féminin

De grands artistes au rendez-vous

■ La première édition du Festival international du monodrame féminin, ouverte dimanche à El-Oued, est marquée par une participation étrangère de marque. Des artistes de renommée représentant huit pays arabes et européens, à savoir la Palestine, Egypte, Tunisie, Maroc, Libye, Syrie, Espagne et Irak, prennent part à cette édition qui annonce une programmation riche en activités.



Par Abla Selles

Des participants de renommée nationale et internationale prennent part à la première édition du Festival international du monodrame féminin, ouverte

dimanche à El Oued. Neuf pays prennent part à cette manifestation culturelle et artistique organisée à la Maison de la culture Mohamed-Lamine-Lamoudi. Outre le pays hôte, sont représentés huit pays arabes et européens, à savoir, la Palestine,

Egypte, Tunisie, Maroc, Libye, Syrie, Espagne et Irak, a indiqué le commissaire du festival, Nabil Messai Ahmed.

La cérémonie d'ouverture du festival a été marquée par une représentation de 55 minutes, intitulée «Dekkat», interprétée

dans une langue mêlant l'arabe dialectal et classique et inspirée d'une reproduction théâtrale réalisée par Tounès Ait-Ali et d'une scénographie de Mourad Bouchehr.

La pièce retrace l'histoire d'une quadragénaire souffrant de troubles psychologiques et qui, dans un monde changeant qui a perdu ses valeurs humaines, vit isolée et recluse dans un milieu social plein de haine, de rancœur et de vengeance, la poussant jusqu'à la toxicomanie.

Lors du festival, l'Algérie prend part avec deux œuvres, «Aoudjaa El-Semt» et «Ahat El-Djazair», deux représentations inspirées de la vie quotidienne.

La Tunisie est présente avec deux œuvres également, «Radjelouna» et «Deta Youm», tandis que la Palestine, la Libye et la Syrie présentent respectivement «El-Medjenouna», «Hikaya Traboulsia» et «Nadima».

Les œuvres «Anyab» (Irak), «Achikatou El-Mawt» (Maroc), «Ana Carmen» (Egypte) et

«Kadiyet Foustane» (Espagne), figurent aussi au programme de ce festival dédié à la regrettée comédienne Sonia (décédée le 13 mai 2018).

En marge du festival se tiennent trois ateliers de formation consacrés à la scénographie, l'interprétation et le script, en plus de la présentation de quatre communications académiques en rapport avec le monodrame et les expériences algérienne, tunisienne et libyenne dans le théâtre féminin.

Cette première édition du Festival international du monodrame féminin est organisée par l'association «Settar» de création théâtrale. A. S.

AGEND'ART

Galerie d'Arts de l'hôtel Sofitel (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 15 février : Exposition de photographies «Sur la route de Sefar, la ville énigme de l'histoire» de Omar Dib.

Siège de la Fondation Ahmed et Rabah-Asselah

Jusqu'au 18 février : Exposition collective d'arts plastiques «Un rêve... trois regards», avec l'architecte Chafa Ouzani (Béjaïa), les artistes plasticiens Djamel Talbi (Tizi-Ouzou) et Mourad Abdelaoui (Ain Beïda).

Opéra d'Alger Boualem-Bessaïh

4 février : Soirée chaâbi animée par Nacer-Eddine Galiz, avec la participation de Abbas Hamza et Ettouil Walid.

7 février : Concert de Abbas Righi en hommage à Cheikh Kaddour Darsouni.

Ezzoua'Art Galerie

Jusqu'au 12 février : Exposition «Errances» d'Amal Dekar.

Salle Ibn Zeydoun de Riadh-El-Feth (El-Madania, Alger)

6 février : Wesh Prod annonce le concert de IcoWesh & Klam.

Centre commercial festival city (Batna)

Jusqu'au 14 février : 4^e édition du Salon national du livre.

Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi (Alger)

Samedi 22 février : Concert par l'artiste Zahia Benzengli, intitulé «Mosaïque andalouse». Un programme riche en poèmes et mélodies du patrimoine andalou et ses dérivés.

Cercle Frantz-Fanon de Riadh-El-Feth

Jusqu'au 29 février : Exposition d'arts plastiques «Diptysmes... la connivence se fait art» d'Amel Kamilia Hamidou et Samira Merabet.

Pour bientôt à Tizi-Ouzou

Un festival de poésie en l'honneur de Cherif Kheddoum

Un festival national de poésie en l'honneur du maestro de la chanson kabyle Cherif Kheddoum sera institué «prochainement», a-t-on appris dimanche du président de l'Assemblée populaire de wilaya de Tizi-Ouzou (APW), Youcef Aouchiche.

Le festival, qui sera localisé dans le village natal de l'artiste, Boumessaoud dans la commune d'Imsohual au sud-est de Tizi-Ouzou, se veut à la fois «un hommage et une reconnaissance à ce grand artiste qui avait produit des merveilles et hissé la chanson kabyle et algérienne à l'universalité», a souligné Aouchiche.

A cet effet, a-t-il indiqué, «une cagnotte d'un million de DA sera dégagée par l'APW au profit de cette commune pour l'organisation de la première édition du festival qui interviendra probablement lors de la commémoration

du 10^e anniversaire de la disparition de Cherif Kheddoum», le 23 janvier 2012.

La décision, a-t-il ajouté, «a été prise en collaboration avec le comité du village, de la famille du défunt et de l'APC d'Imsohual lors d'une cérémonie de commémoration, samedi, du 9^e anniversaire de la disparition de l'artiste et du 1^{er} prix du village lauréat du concours Rabah-Aïssat du village le plus propre, obtenu lors de la dernière édition».

Né en 1927 à Boumessaoud, Cherif Kheddoum a marqué de son empreinte la chanson kabyle et algérienne avec ses productions de qualités musicale et textuelle inégalées, ainsi que l'Histoire de la radio nationale.

Après une formation coranique dans une zaouïa à Tazmalt (Béjaïa), il s'installa à Alger puis en France où il exerça plusieurs métiers

avant que son génie musical le mène à suivre des cours du soir de solfège et de chant qui lui ouvriront la porte d'une grande carrière.

Dès 1956, il signe un contrat avec la maison d'édition Pathé Marconi qui sortira ses premières chansons dont la célèbre «Yellis n'turt» (Fille du pays). A l'indépendance de l'Algérie, il retourne au pays et anime une émission «l'ghennayen Uzekka» (Chanteurs de demain) sur les ondes de la Chaîne II de la Radio nationale qui a permis la découverte du talent musical de plusieurs grands chanteurs.

Hospitalisé dans un hôpital parisien, il est mort le 23 janvier 2012 à l'âge de 85 ans et inhumé dans son village natal.

M. K.

A une semaine des Oscars

«1917» de Sam Mendes triomphe aux Bafta britanniques

A une semaine des Oscars américains, le film d'action historique «1917», de Sam Mendes, a triomphé dimanche soir à Londres au cours de la cérémonie des récompenses britanniques du cinéma, battant à plate couture «Joker», un énorme succès au box office qui paraît favori.

Déjà récompensé aux Golden Globes, le film de guerre a remporté sept Baftas et notamment ceux du meilleur film et du meilleur réalisateur. Dans ces deux catégories reines, il s'est imposé face à «The Irishman» de Martin Scorsese, «Joker» de Todd Phillips, «Once Upon a Time... in Hollywood» de Quentin Tarantino et «Parasite» de Bong

Joon-Ho.

A contrario, c'est la déception pour «Joker», donné grand favori avec 11 nominations mais qui se contente de trois prix, ou pour «The Irishman», bredouille, produit par Netflix, alors que la plateforme avait démontré sa place incontournable l'an dernier en raflant les principaux prix pour «Roma» d'Alfonso Cuarón.

Joaquin Phoenix, impressionnant et inquiétant dans son incarnation du personnage éponyme, a tout de même été couronné du titre du meilleur acteur par la British Academy of Film and Television Art (Bafta), face à Leonardo DiCaprio («Once Upon a Time... in Hollywood»), Adam Driver («Marriage Story»), Taron

Egerton («Rocketman») et Jonathan Pryce («Les deux Papes»).

La star du film de Todd Phillips était arrivée en smoking et lunettes de soleil sur le tapis rouge du Royal Albert Hall, suivi d'Hugh Grant, d'Al Pacino, de Scarlett Johansson ou encore du prince William, le président d'honneur de l'institution. Préoccupation environnementale oblige, tous avaient été priés de recycler des tenues déjà portées.

Côté femmes, l'Américaine Renée Zellweger a remporté le Bafta de la meilleure actrice pour son interprétation de la légendaire comédienne Judy Garland, bouleversante en fin de carrière,

dans le biopic «Judy». Elle s'est en particulier imposée face à Jessie Buckley («Wild Rose»), Scarlett Johansson («Marriage Story»), Saoirse Ronan («Les Filles du docteur March») et Charlize Theron («Scandale»).

Parti avec dix nominations, l'ode à l'Hollywood des années 1960 «Once Upon a Time... in Hollywood», le dernier film de Quentin Tarantino, ne remporte finalement qu'un seul prix, celui du meilleur second rôle masculin pour Brad Pitt. Le thriller politico-mieux de Martin Scorsese «The Irishman», produit par Netflix, et lui aussi nommé dix fois, repart sans avoir rien obtenu.

R. I.



Championnats d'Afrique-2020 de lutte Chebbah : «Représenter dignement notre pays»

LE PRÉSIDENT de la Fédération algérienne des luttes associées (FALA), Rabah Chebbah, a indiqué dimanche que les sélections algériennes prendront part aux championnats d'Afrique (cadets, juniors, seniors et féminine), prévus du 4 au 9 février à Alger, avec l'objectif de «faire mieux par rapport à la précédente édition» organisée à Hammamet, en Tunisie. A l'occasion de cette compétition africaine organisée par la FALA sous le patronage du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), 480 personnes dont près de 400 athlètes de 24 pays seront présentes à Alger dans les trois styles (gréco-romaine, libre et féminine). «L'objectif escompté à travers la participation de nos sélections nationales est de représenter dignement l'Algérie lors de cette manifestation continentale qui verra la présence de 24 pays, ce qui est déjà un record pour un tel événement, tout en essayant de décrocher le maximum de médailles devant de redoutables adversaires, notamment les Egyptiens et Tunisiens, sans oublier les Nigériens en lutte féminine», a déclaré Chebbah au forum de l'Organisation nationale des journalistes sportifs algériens (ONJSA), organisé à la salle de conférences du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf (Alger). Les pays ayant confirmé leur participation au rendez-vous d'Alger sont le Nigeria (21 athlètes), le Soudan (07), la

République centrafricaine (09), l'Egypte (73), Madagascar (03), le Maroc (37), la Côte d'Ivoire (06), la Namibie (08), la Tunisie (57), l'Afrique du Sud (39), la Guinée-Bissau (05), le Ghana (01), le Sénégal (12), la Sierra Leone (06), le Burundi (02), le Burkina Faso (01), le Kenya (04), le Bénin (02), l'Angola (02), la Guinée (02), le Cameroun (02), le Congo (03) et le Liberia (03). L'Algérie, quant à elle, sera représentée par 90 athlètes, toutes catégories confondues : cadets (20 athlètes), cadettes (10), juniors garçons (20), juniors filles (10), seniors messieurs (20) et seniors dames (10). Le président de la FALA a indiqué à cette occasion que son instance «a pris toutes les dispositions nécessaires pour garantir une organisation de haut niveau», déplorant en même temps «le manque de soutien des autorités, notamment l'ex-ministre de la Jeunesse et des Sports qui a privé notre instance d'une rallonge financière de l'ordre de 1,3 milliard de centimes, destinée à l'organisation de cet événement africain». «Je pense que nous avons mobilisé tous les moyens humains et matériels pour offrir à nos lutteurs la meilleure préparation à travers l'organisation de stages au Centre de regroupement et de préparation des équipes nationales à Souidania (Alger), mais également en Roumanie, Bulgarie et Hongrie», a-t-il précisé.

Fédération algérienne de tennis

Dahmani nommé président par intérim

MOHAMED DAHMANI, 1^{er} vice-président de la Fédération algérienne de tennis (FAT), a été désigné par le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) au poste de président par intérim de l'instance fédérale, en remplacement de Boualem Hadj-Ali, nommé par l'ancien ministre, a-t-on appris dimanche de l'intéressé. «Je remercie le ministre Sid Ali Khaldi qui a étudié le recours du Bureau fédéral déposé auprès de son département après la décision de nomination de Hadj-Ali par l'ancien ministre Bernaoui. Hadj-Ali était illégitime car il est membre et non pas 1^{er} vice-président, poste qu'il a occupé jusqu'au 3 octobre 2019 quand je l'ai remplacé lors d'une réunion du Bureau fédéral, tout est consigné dans le procès-verbal», a déclaré Dahmani. Cinq membres du Bureau fédéral de la FAT avaient adressé une correspondance à l'actuel ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Khaldi, en date du 7 janvier 2020, dans laquelle ils lui demandaient de leur accorder une audience. Les concernés ne reconnaissaient pas la nomination de Boualem Hadj-Ali par l'ancien ministre Raouf Salim Bernaoui qui avait suspendu «temporairement» le président Mohamed Bessaâd pour «mauvaise gestion». «Quand Bessaâd a été suspendu temporairement, le Bureau fédéral a tenu une réunion extraordinaire le

26 décembre dernier lors de laquelle j'étais désigné selon l'article N.17 de nos statuts, mais par la suite nous apprenons la nomination de Hadj-Ali, annulant de fait notre décision prise dans le cadre des prérogatives du Bureau», a expliqué la même source. Avant de conclure : «Hadj-Ali doit savoir qu'il demeure notre collègue et nous n'avons rien contre lui, mais la décision de sa nomination nous a surpris, ce qui nous a poussés à faire un recours».

Coupe de la Confédération (6^e journée) Le PAC rejoint l'USMA et la JSK

■ Le Paradou AC a rejoint les deux autres représentants en compétition africaine, déjà éliminées, à savoir, l'USM Alger et la JS Kabylie, en se faisant sortir avant-hier soir de la Coupe de la CAF, malgré son large succès à l'extérieur face au HUS Agadir sur le score de (3/0).



Les Jaune et Bleu sortent avec les honneurs

Par Mahfoud M.

I faut savoir que les gars du PAC n'ont pas réussi à passer en raison de la victoire des Nigériens d'Eneyimba, également à l'extérieur de leurs bases en Côte d'Ivoire, face à San Pedro, sur le score de (5/2). Eneyimba comptabilise 10 points, alors que le PAC en compte 8 et passe donc avec le HUSA, premier du groupe avec 11 points dans son escarcelle. Les buts du PAC ont été inscrits par Oussama Kismoune (10^e et 72^e) et Youssi Bouzouk (90^e+5). Quoiqu'il en soit, les poulaux de Chalo ont réussi un parcours

honorant en atteignant la phase des poules pour la première fois de la jeune histoire du club qui n'a pas pour habitude de jouer ce genre de matchs de très haut niveau, même s'ils n'ont pas à rougir de tout ce qu'ils ont présenté lors de cette compétition. L'essentiel pour les Pacistes, et surtout leurs jeunes académiciens, était de se frotter au haut niveau et pourquoi pas tenter de décrocher des contrats en Europe, car cela reste la finalité de ce club qui est le premier à avoir créé son académie. Avec cette élimination en Coupe d'Afrique, le PAC devra maintenant se concentrer sur les deux

autres compétitions qui lui restent, à savoir, le championnat national et la Coupe d'Algérie. Les Jaune et Bleu souhaitent aller le plus loin possible dans l'épreuve populaire et réaliser un parcours honorable en championnat et pourquoi pas décrocher une place qui leur permettra de disputer la Coupe de la CAF la saison prochaine. Le PAC est la troisième formation nationale à avoir atteint une phase des poules d'une compétition africaine avec l'USMA et la JSK qui ont joué la Ligue des champions, et qui se sont faits éliminer à ce stade de la compétition.

M. M.

ES Sahel

Aribi en tête du classement des buteurs de la LDC

L'attaquant algérien Karim Aribi, buteur samedi avec l'Etoile du Sahel lors du succès face à Platinum FC (Zimbabwe) 2-0, a conservé sa première place au classement des buteurs de la Ligue des champions d'Afrique, tout en permettant à son club de se qualifier aux 1/4 de finale de la compétition. Alors

qu'il y avait une lutte à trois dans ce groupe B, en compagnie d'Al Ahly du Caire et d'Al Hilal Omdurman, l'Algérien, qui s'est procuré deux occasions en première période – d'abord de la tête puis en fonçant balle au pied vers le gardien – a ouvert le score en début de deuxième mi-temps en plaçant une tête imparable sur

un centre l'Ilheb M'sakni (48^e). Il tentera ensuite un retourné acrobatique mais la balle termine dans les mains du gardien. A la 72^e minute, Baayou ajoute un second but sur un autre centre du frère cadet de Youcef M'sakni. Victoire 2-0 pour l'ES Sahel qui termine en tête, devançant Al Ahly d'un point et Al Hilal de deux

points. Avec 10 buts inscrits en sept matchs, Karim Aribi (25 ans) devance de trois unités le Congolais du TP Mazembe, Jackson Muleka. L'attaquant algérien de l'ES Sahel avait déclaré à plusieurs reprises que l'objectif de son équipe était d'«aller le plus loin possible en Ligue des champions d'Afrique».

Eliminatoires Mondial U20 filles (1^{er} tour/retour)

L'EN défait le Soudan du Sud et passe

La sélection féminine algérienne de football des moins de 20 ans (U20) s'est qualifiée pour le second tour des éliminatoires du Mondial de la catégorie, prévu en août 2020 au Costa

Rica et au Panama, après sa nette victoire devant son homologue du Soudan du Sud sur le score 4-0 (mi-temps: 3-0), en match disputé dimanche au stade du 20-Août-55 à Alger,

pour le compte du 1^{er} tour (retour) de la compétition. Les buts de la sélection algérienne ont été inscrits par Khadija Nefidsa (4^e et 54^e), Nassima Bakhti (30^e) et Ikram Bakhti (34^e).

Lors du match aller disputé à Kampala, l'Algérie s'était imposée sur le score sans appel de (5-0). L'Algérie affrontera au second tour le Maroc, qualifié aux dépens de l'Egypte.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Ouargla

1^{res} journées d'information sur les start-up du 11 au 13 février

LA PROMOTION des start-up sera au centre des 1^{res} journées d'information qui seront organisées à Ouargla du 11 au 13 février courant, à l'initiative de la Pépinière locale d'entreprises, a-t-on appris lundi des organisateurs. Cet événement économique a pour objectif d'encourager les porteurs de projets intéressés par ce genre d'entreprises, en mettant en exergue toutes les informations nécessaires, notamment les mécanismes d'accompagnement et de financement offerts par les différents dispositifs de l'emploi, tels que l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej), la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac) et l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (Angem), ainsi que les établissements financiers et bancaires, a précisé à l'APS la chargée de l'accompagnement et de l'animation au niveau de cette institution, Naouel Haddouche. Il se veut aussi une contribution à la dynamique de développement de l'esprit entrepreneurial chez les jeunes en général et les étudiants en particulier, en plus de débattre des mesures visant à aplanir les contraintes et les obstacles entravant le développement des start-up, a-t-elle ajouté. Au programme de ces journées d'information, des rencontres sont prévues autour de divers thèmes, dont le concept des start-up, les avantages fiscaux accordés aux start-up dans le cadre de la loi de finances (LF-2020), notamment celles activant dans le domaine des nouvelles technologies de l'information et de la communication (N-TIC), et les mécanismes d'accompagnement et de financement, indique la même source. La pépinière d'entreprises est une structure publique d'appui, d'accueil, d'accompagnement et de soutien aux porteurs de projets. Elle a pour mission d'héberger à durée déterminée les porteurs de projets, assurer les services et les commodités nécessaires et accompagner les promoteurs dans toutes les démarches auprès des institutions financières. Elle s'emploie également à offrir les conseils personnalisés aux plans financier, juridique, fiscal, commercial et technique, à organiser toute forme d'animation, d'assistance et de formation spécifique et à suivre les porteurs de projets jusqu'à maturation et création de leurs propres entreprises.

Ali Y.

Ministère du Commerce

Le cabinet du ministre, «seule source» de toute information

LE MINISTÈRE du Commerce a affirmé, lundi, que le cabinet du ministre constitue «la seule source» de tout communiqué officiel ou information, précisant que toute information rapportée en dehors de ce cadre est «erronée et dénuée de tout fondement», selon un communiqué du département. «Pour éclairer l'opinion publique et lever toute ambiguïté de manière à conférer crédibilité et professionnalisme à l'information, le ministère du Commerce informe l'ensemble des médias que le cabinet du ministre du Commerce constitue

l'unique source de tout communiqué officiel ou information», lit-on dans le communiqué. «En dehors de ce canal, l'information est considérée comme erronée et dénuée de tout fondement», indique-t-on de même source. «Le ministère du Commerce prie les médias de s'assurer de la source d'information suscitée pour éviter la diffusion de toute information erronée et l'usurpation de fonction punie par la loi». Le cabinet du ministre «reste joignable 24h/24 et 7j/7 pour toute communication», conclut le communiqué.

Mahi Y.

Béjaïa

Feu d'appartement à la cité Sonelgaz

UN APPARTEMENT situé au 5^e étage d'un immeuble a pris feu hier matin vers 10h à la cité Sonelgaz à proximité du lycée Cheikh El-Aziz-Belhaddad dans la commune d'Amizour, a-t-on appris. Aucune perte humaine n'a été dénombrée fort heureusement. L'intervention des agents de la Protection civile a permis l'extinction de l'incendie dont l'origine n'a pas encore été déterminée. Une enquête a été ouverte par les services de police afin de déterminer les cir-

constances de cet incendie qui a provoqué une panique chez les habitants. H.C.

Tribunal de Birmandreis

Samir Benlarbi est libre

SUR DÉCISION du tribunal de Birmandreis où il comparaisait hier, l'activiste pacifique et une des figures de proue du hirak Samir Benlarbi a été relaxé. Il était incarcéré depuis 5 mois à la prison d'El Harrach. La nou-



Coronavirus

Retour de l'avion rapatriant des Algériens, Tunisiens, Libyens et Mauritanien

■ L'avion d'Air Algérie qui s'était rendu dimanche à Wuhan pour rapatrier les 36 ressortissants algériens établis dans cette ville chinoise est arrivé hier à Alger avec à son bord 60 ressortissants algériens, tunisiens, libyens et mauritaniens.

Par Slim O.

Les ressortissants rapatriés ont été accueillis par un staff médical. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait ordonné le rapatriement des Algériens établis dans la ville chinoise de Wuhan, dans le but de préserver leur santé, suite à la propagation du coronavirus. A la demande des autorités de leurs pays respectifs, le président de la République avait également ordonné le rapatriement de ressortissants tunisiens, libyens et mauritaniens de la ville de Wuhan à bord du même avion. L'avion qui s'est rendu dimanche à Wuhan transportait un don de l'Algérie à la Chine comprenant 500 000 masques à trois couches, 20 000 lunettes de protection et 300 000 gants. Réagissant à cette initiative, les autorités chinoises ont adressé, par le biais de leur ambassade à Alger, leurs «sincères remerciements» à l'Algérie pour ces aides

médicales. Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière avait pris des mesures préventives, à travers l'installation de caméras thermiques au niveau des principaux aéroports pour le contrôle des passagers en provenance des différents aéroports. Un staff médical spécialisé veillera au suivi médical et psychologique des rapatriés, pendant une durée de 14 jours, période d'incubation du virus.

S. O./APS

Naama

Saisie de 95 kg de kif et démantèlement d'un réseau de trafic de drogue

L'inspection divisionnaire des douanes de Mechéria (Naama) a opéré, en collaboration avec les éléments de la Gendarmerie nationale dans la banlieue de Kasdir, commune frontalière une saisie de 95 kg de kif traité, dans une opération ayant permis le démantèlement d'un réseau de trafic de drogue, composé de trois individus, a-t-on appris de ce corps constitué. L'opération a été menée suite à un barrage de sécurité dressé à une heure tardive de la nuit au niveau d'un chemin proche de la bande frontalière ouest de la commu-

ne de Kasdir où un conducteur d'un véhicule a tenté de passer en force en vue de fuir les agents du point de contrôle de sécurité combiné, qui ont poursuivi le véhicule, conduit à une vitesse extrême, avant d'arrêter le conducteur du véhicule et la saisie de la quantité de drogue, dissimulée dans la malle de la voiture. L'opération a permis, par la suite, d'identifier et arrêter deux autres individus, à bord d'un véhicule touristique qui sécurisait le chemin pour le premier véhicule, a-t-on fait savoir. Les prévenus arrêtés ont été présentés devant la justice. H. N.

Béjaïa

Le journaliste Rafik Talantikit nous quitte

Le journaliste Rafik Talantikit n'est plus de ce monde. Notre confrère Rafik de

la presse nous quitte à l'âge de 68 ans. A titre de rappel, Rafik Talantikit a exercé dans plusieurs titres de la presse écrite nationale en tant que journaliste-correspondant et en tant que journaliste, notamment à «l'Expression» et

«l'Echo» de Blida, entre autres, durant les années 2000 et 1990. Il est décédé des suites d'une maladie. L'enterrement de notre ami et confrère aura lieu aujourd'hui. H.C.

Condolences

Profondément affecté par la perte de son confrère et ami d'enfance Rafik Talantikit, Nadjib Stambouli, directeur de publication du «Jour d'Algérie», présente à sa famille et à tous les journalistes de Béjaïa ses sincères condoléances.